OCTOBRE 2026

Frédéric Crahay
Mémoire d'Auschwitz ASBL

Mémoire d'Auschwitz ASBL
Rue aux Laines, 17 boîte 50
1000 Bruxelles

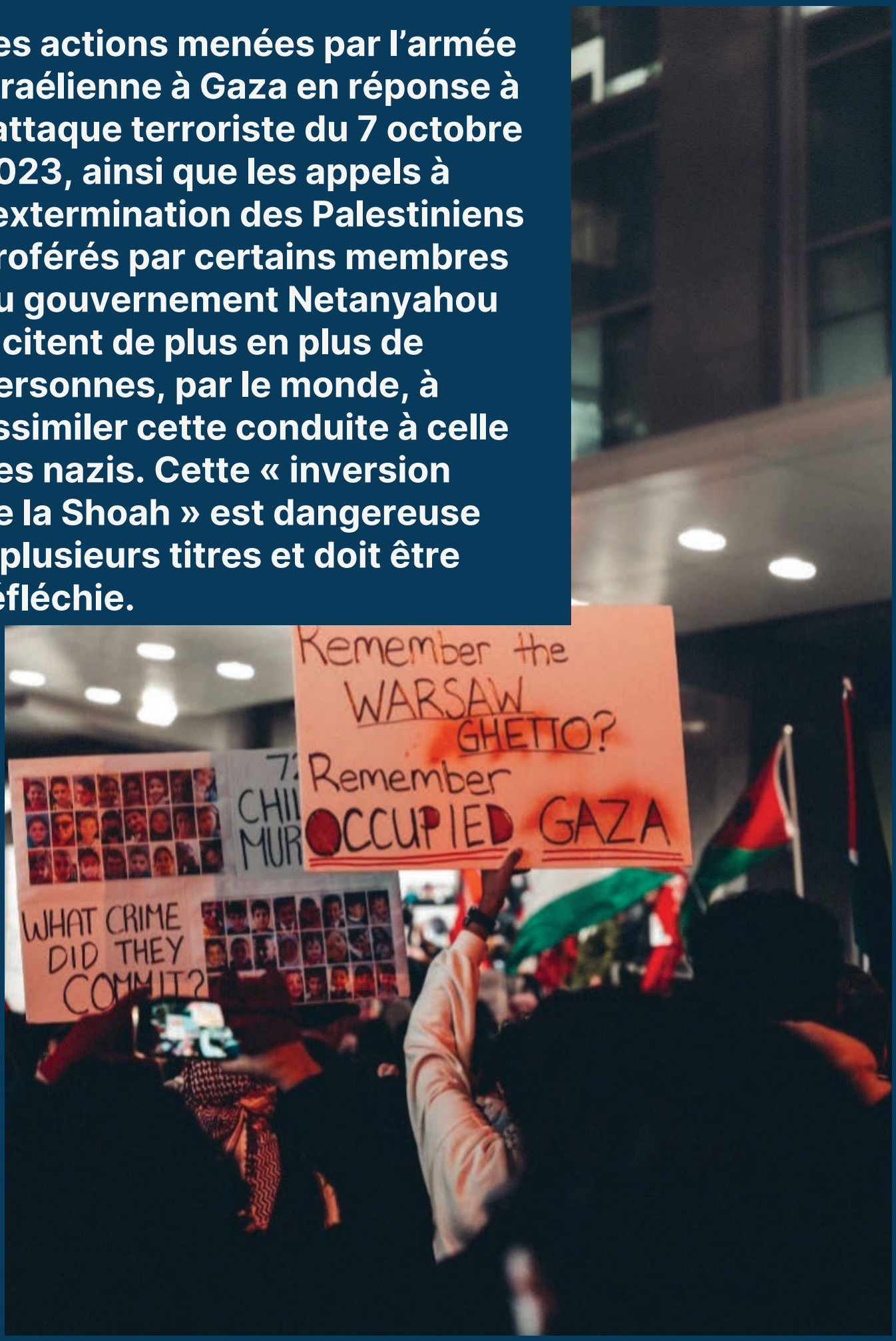
Tél. : +32 (0)2 512 79 98
www.auschwitz.be
info@auschwitz.be

L'inversion de la Shoah : analyse d'un concept contesté au cœur du débat contemporain

ANALYSE



Les actions menées par l'armée israélienne à Gaza en réponse à l'attaque terroriste du 7 octobre 2023, ainsi que les appels à l'extermination des Palestiniens proférés par certains membres du gouvernement Netanyahou incitent de plus en plus de personnes, par le monde, à assimiler cette conduite à celle des nazis. Cette « inversion de la Shoah » est dangereuse à plusieurs titres et doit être réfléchie.



Manifestation nocturne, 19 novembre 2023
© pexels-mohammed-abubakr-201794886-19182153

L'inversion de la Shoah (*Holocaust inversion*) désigne la pratique consistant à utiliser la Shoah comme instrument rhétorique pour critiquer Israël – l'État, sa population et, plus largement, « les Juifs » – dans le cadre du conflit israélo-palestinien. Le mécanisme est double : il amplifie et exagère les torts attribués à Israël tout en minimisant, par contraste, les crimes commis par les nazis contre les Juifs.

De plus en plus présente sur le net, la pratique a suscité l'intérêt de l'IHRA (International Holocaust Remembrance Alliance), qui étudie le sujet de plus près depuis 2025. Le procédé rhétorique, qui a déjà mené à débat en Allemagne, repose sur un renversement des rôles historiques : les victimes d'hier (les Juifs) deviennent les bourreaux d'aujourd'hui, tandis que les Palestiniens sont présentés comme les nouvelles victimes d'un « Holocauste » orchestré par des Juifs.[1] Il se nourrit du fait qu'Israël a effectivement désormais endossé la place symbolique du « fort », mobilisant une violence d'État, une puissance de frappe organisée et un soutien américain face à une minorité dont la culture, les traditions et même la survie sont menacées. On retrouve dès lors cette logique du renversement dans des formules comme « Israël se comporte envers les Palestiniens comme l'Allemagne nazie envers les Juifs », ou dans la désignation de Gaza comme « le plus grand camp de concentration du monde » ou « le véritable Holocauste ».

Cette trivialisation n'est pas accidentelle mais structurelle : elle s'accompagne souvent de l'idée que les Juifs de la diaspora seraient collectivement responsables des actes du gouvernement israélien – un glissement qui transforme une critique politique en accusation collective visant un groupe ethnoreligieux entier. Ce phénomène est présenté comme une composante du « nouvel antisémitisme », un concept qui articule l'hostilité envers Israël avec des préjugés antisémites

[1] Marlène Gallner, *Turning Memory of the Holocaust against Jews: A Debate in Germany and Far Beyond*, voir : https://isca.indiana.edu/publication-research/research-paper-series/marlene-gallner-research-paper.html

traditionnels. Il est important de noter que cette catégorisation elle-même fait débat dans le monde académique : certains chercheurs estiment que la notion de « nouvel antisémitisme » risque de fusionner de façon trop large l'antisionisme et l'antisémitisme, tandis que d'autres jugent cette distinction indispensable pour nommer des formes contemporaines de haine.

UN PROCÉDÉ ANCIEN, PAS UNE NOUVEAUTÉ DU 7 OCTOBRE

Un point essentiel à mettre en avant est que ce phénomène n'est pas récent. Il trouve ses premières expressions dans les réactions face au déplacement forcé des populations palestiniennes de 1948, avant de se diffuser dans la propagande soviétique des années 1960, puis vers certains courants de la gauche occidentale et des médias grand public dans les années 1970. Le massacre de Sabra et Chatila en 1982 constitue un moment charnière : c'est à cette occasion que les comparaisons entre la conduite militaire israélienne et les atrocités nazies commencent à apparaître dans la presse occidentale de façon plus systématique.

▼ N'OUBLIONS PAS SABRA ET CHATILA 🇵🇸

16, 17, 18 septembre 1982 - SABRA et CHATILA

Un massacre qu'on veut faire oublier, mais que nous n'oublierons jamais.

Du 16 au 18 septembre 1982, des centaines de Palestiniennes et de Palestiniens ont été massacrés dans les camps de Sabra et Chatila, sous les yeux du monde. Un crime impuni, effacé des mémoires officielles, étouffé par le silence complice des puissants. Mais nous, nous n'oublions pas.

À partir de demain, nous commémorons la mémoire des victimes de ce carnage. Nous honorons leur nom, leur dignité, et leur résistance.

Parce que la vérité ne meurt pas. Parce que la justice ne se négocie pas. Parce que le peuple palestinien ne sera jamais seul.

▼ STOP GÉNOCIDE ! 🇵🇸



https://static.mediapart.fr/etmagine/article_google_discover/files/2025/09/17/souvenir.jpg

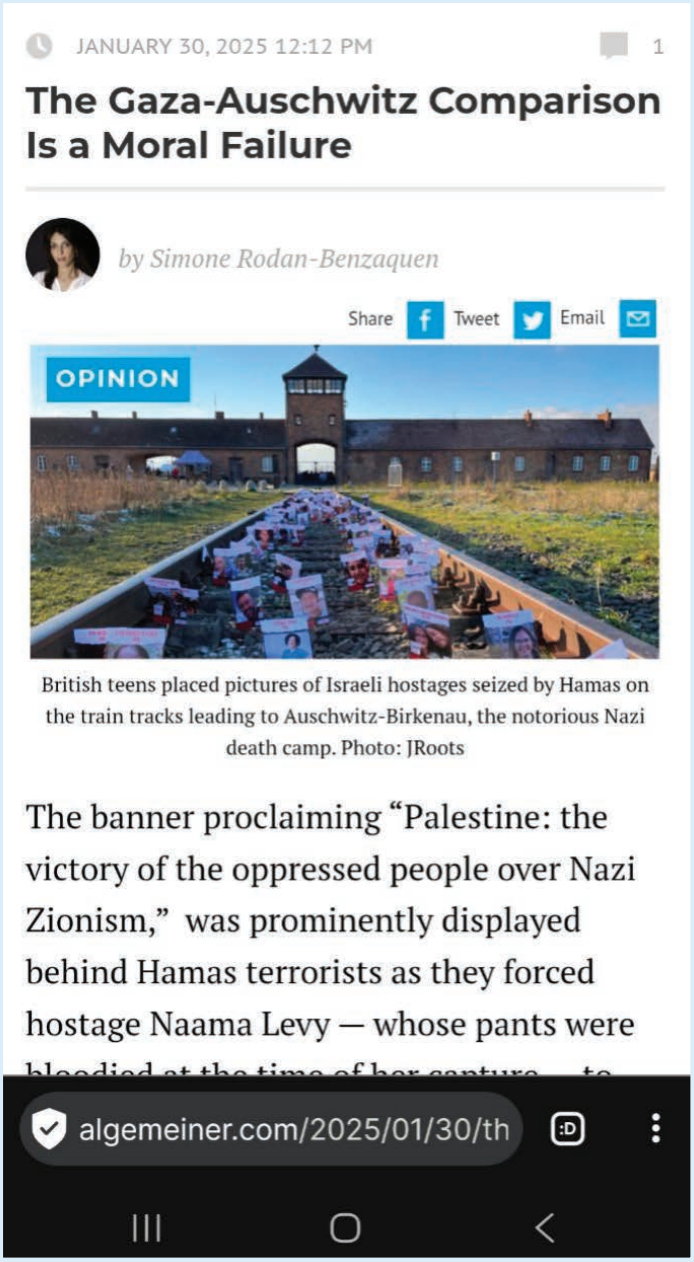
Ce recul historique est important pour la compréhension du phénomène : il ne s'agit pas d'une réaction spontanée à un contexte géopolitique précis, mais d'une stratégie rhétorique récurrente, réactivée à chaque pic de tension dans le conflit israélo-palestinien. La guerre à Gaza déclenchée après les attaques du 7 octobre 2023 constitue, selon cette analyse, une nouvelle occurrence de ce schéma ancien plutôt qu'une invention inédite. Son ampleur se trouve liée à une escalade sans précédent tant dans les crimes terroristes que dans la riposte militaire engagée par le gouvernement israélien en représailles de ceux-ci. Sa caisse de résonance apparaît elle aussi, sans précédent, du fait des réseaux sociaux qui permettent une diffusion virale de slogans, d'images et de comparaisons visuelles (affiches, graffitis, pancartes de manifestations) à une échelle inégalée.

POURQUOI CE SUJET EST-IL D'ACTUALITÉ ET POURQUOI IMPORTE-T-IL ?

Trois raisons principales expliquent l'actualité et l'importance de ce débat.

Premièrement, l'intensification du conflit à Gaza depuis 2023 a démultiplié la fréquence de ces comparaisons dans l'espace public – sur les réseaux sociaux, dans les universités, lors de manifestations, dans certains milieux syndicaux, associatifs (organisations humanitaires internationales) et parfois politiques. L'IHRA identifie ces différents vecteurs de diffusion comme autant de lieux où le phénomène doit être surveillé et compris.

Deuxièmement, la question touche directement à la mémoire et à la spécificité historique de la Shoah. Le fait est que l'inversion



Capture d'écran www.algemeiner.com du 30 janvier 2025, consulté le 05/10/2026 - @ DR

de la Shoah, comme toute comparaison inappropriée, distord la compréhension historique de cet événement en l'instrumentalisant à des fins de polémique contemporaine, ce qui pose un problème de préservation de la mémoire historique indépendamment même de la question de l'antisémitisme.

Troisièmement, nous pouvons relier explicitement ce phénomène à la Définition opérationnelle de l'antisémitisme de l'IHRA[2], largement adoptée par des gouvernements et institutions à travers le monde, qui prend comme un exemple d'antisémitisme le fait d'« établir des comparaisons entre la politique israélienne contemporaine et celle des nazis ». Cette Définition a une portée pratique considérable, puisqu'elle influence des politiques publiques, des cadres juridiques et des procédures disciplinaires dans certains pays et universités. Rappelons ici que la Définition est un texte de référence non contraignant sur le plan juridique et utilisé en Belgique comme outil d'orientation.

[2] Voir : https://holocaustremembrance.com/resources/definition-operationnelle-de-antisemitisme (consulté le 21 septembre 2026)

ÉQUILIBRER LE DÉBAT : LES CRITIQUES ET ZONES DE TENSION

Une analyse équilibrée exige de mentionner les critiques adressées à ce cadre conceptuel, qui ne sont pas absentes du débat public. Certains chercheurs et organisations – on peut citer, par exemple, les signataires de la Déclaration de Jérusalem sur l'antisémitisme, un cadre alternatif à la Définition de l'IHRA – estiment que cette dernière – et par extension le concept d'inversion de la Shoah tel qu'il est parfois mobilisé – risque d'être utilisée pour disqualifier par avance des critiques légitimes de la politique israélienne, notamment concernant la conduite de la guerre à Gaza, en les assimilant trop rapidement à de l'antisémitisme. Ces critiques ne nient pas que des comparaisons nazies puissent effectivement relever de l'antisémitisme, mais s'inquiètent d'un usage extensif du concept qui brouillerait la frontière entre discours haineux et liberté d'expression politique, en particulier dans les débats universitaires et médiatiques.

À l'inverse, des chercheurs spécialistes de l'histoire de l'antisémitisme et des organisations comme l'IHRA elle-même soulignent que la Définition ne vise pas à empêcher toute critique de la politique israélienne – le document le précise explicitement – mais uniquement des formes spécifiques d'expression qui reposent sur une équivalence morale et historique fausse entre le génocide des Juifs par les nazis et le conflit israélo-palestinien actuel, quelle que soit l'appréciation que l'on porte sur ce dernier. Ils rappellent que des études comparatives légitimes sur les génocides, incluant la Shoah, sont tout à fait possibles et encouragées par l'IHRA elle-même, à condition qu'elles reposent sur des critères d'analyse historique rigoureux plutôt que sur des affirmations d'équivalence pure. Un troisième point de vue, plus sociologique, note que ce débat s'inscrit dans une polarisation politique plus large,

où l'accusation d'antisémitisme et l'accusation de « bouclier » ou d'instrumentalisation de l'accusation d'antisémitisme sont mutuellement mobilisées par différents camps politiques, ce qui complique une évaluation strictement neutre du phénomène.

L'inversion de la Shoah constitue un cas d'étude révélateur des tensions contemporaines entre mémoire historique, liberté d'expression et lutte contre l'antisémitisme. Il s'agit d'une stratégie rhétorique ancienne, réactivée avec une intensité particulière depuis octobre 2023, qui pose un problème réel de distorsion historique et de ciblage antisémite. Dans le même temps, la manière dont le concept est mobilisé dans le débat public – notamment via la Définition de l'IHRA – reste elle-même sujette à controverse, certains y voyant un outil nécessaire de protection contre l'antisémitisme, d'autres redoutant qu'il ne serve à circonscrire abusivement l'espace de critique légitime des politiques israéliennes. Ces deux lectures ne sont pas nécessairement irréconciliables : elles pointent vers la nécessité, soulignée par le document lui-même, de distinguer soigneusement la critique politique légitime de l'assertion d'une équivalence morale et historique fausse entre la Shoah et les crimes de guerre actuels.

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

Depuis 2003, l'action de l'ASBL Mémoire d'Auschwitz s'inscrit dans le champ de l'Éducation permanente.
À travers des analyses et des études, l'objectif est de favoriser et de développer une prise de conscience et une connaissance critique de la Shoah, de la transmission de la mémoire et de l'ensemble des crimes de masse et génocides commis par des régimes autoritaires. Par ce biais, nous visons, entre autres, à contrer les discours antisémites, racistes et négationnistes.
Persuadés que la multiplicité des points de vue favorise l'esprit critique et renforce le débat d'idées indispensable à toute démocratie, nous publions également des analyses d'auteurs extérieurs à l'ASBL.